

Algérie : la révolte des exclus

lundi 17 janvier 2011, par [SALHI Chawki](#) (Date de rédaction antérieure : 13 janvier 2011).

Le 5 janvier des centaines de jeunes se sont révoltés. À l'origine de leur colère, les augmentations de prix, le démantèlement du secteur informel, mais aussi l'absence d'avenir dans un pays où la population est abandonnée alors que les capitalistes sont privilégiés.

Le mouvement émeutier semble allumer ses derniers feux mais, par son ampleur nationale et son impact, il peut constituer un tournant dans la situation.

À travers des centaines de quartiers urbains, des groupes de jeunes ont, depuis le 5 janvier, fermé les routes, brûlé des pneus, des voitures, mais aussi des banques privées ou publiques, des bureaux de poste, des écoles... Ils ont pillé des magasins et plus rarement des passants.

Cinq morts, 800 blessés. Ce n'est pas octobre 1988 ni le printemps 2001 et leurs tirs sur les révoltés, ni la Tunisie de 2011 d'ailleurs. La police, omniprésente sous le prétexte du terrorisme, a déserté l'espace urbain. Le ministre de l'Intérieur se flatte d'une capacité de retenue de ses troupes se contentant d'arrêter un millier de jeunes, plutôt au hasard.

En prévision de l'interdiction des gros paiements en espèces de mars 2011, les gros monopoles privés de l'agroalimentaire se sont résignés aux procédures légales. Leurs grossistes distributeurs ont refusé les enlèvements.

Pénurie, spéculation. Hausse immédiate des prix dès le 1^{er} janvier. C'est ce qui déclenche la révolte. Mais le début de démantèlement des marchés informels avait déjà donné lieu à des affrontements. La distribution de milliers de logements sociaux, une goutte dans l'océan des besoins, était accompagnée de violences dans chacun des bidonvilles concernés, et semait le mécontentement alentour. Depuis plusieurs mois, ça bouillonne. Une agressivité nouvelle s'exprime à l'égard de Bouteflika et de son régime qui distribue les milliards de dollars aux affairistes nationaux dont l'ascension rapide heurte une tradition populiste égalitariste. Mais on fulmine aussi quand les Émiratis acquièrent au dinar symbolique un parc de 670 hectares dans les beaux quartiers d'Alger, ou quand on lit dans la presse que Pierre Falcon, marchand d'armes français, était chargé de redistribuer la commission de 20 % du marché de l'autoroute (11 milliards de dollars).

Mal-vivre des jeunes privés d'emploi, de logement de loisirs dans une société rigoriste...

Aucun slogan, aucun mot d'ordre, aucune structuration. Belhadj (FIS) et Layada (MIA) qui tentent le contact sont rejetés. On n'entend plus les rumeurs sur les complots de militaires du pouvoir, on parle de chômage, des gros producteurs privés, des grossistes, des importateurs et de la misère des salariés et des pauvres gens.

Cette situation est la conséquence de 20 ans de libéralisme : démantèlement des entreprises publiques qui assuraient la protection sociale et un plein emploi relatif. Essor du secteur privé parasitaire qui généralise la précarité et le travail au noir. Envahissement par l'informel. La qualification dans un système scolaire prolifique devient alors inutile.

La tradition émeutière depuis 30 ans gaspille la combativité sociale. Les destructions ont réussi à transformer une sympathie générale en une hostilité qui s'organise pour préserver sa cité ou sa rue.

L'émeute est le résultat d'une politique qui maintient l'état d'urgence, refuse les agréments aux syndicats, partis, associations, journaux, empêche les réunions, matraque les marches, les grèves et ne laisse d'issue que l'émeute.

L'envergure des événements de 2011 peut produire une ouverture mais le pouvoir peut être tenté par une fuite en avant autoritaire et se servir des réflexes d'autodéfense contre les pillards. Sur le plan économique, le gouvernement s'aplatit devant le lobby de l'agroalimentaire dispensé d'impôts et de taxes douanières jusqu'en août prochain. Il dit renoncer à libérer l'espace public des commerces informels. Des bagarres au couteau ont accompagné la reconquête des trottoirs évacués ces dernières semaines.

L'enjeu est aussi celui du maintien ou non du virage patriotique et de ses mesures protectionnistes. La bourgeoisie, les grands quotidiens font campagne pour obtenir un retour à la norme ultralibérale, revendiqué par la fraternité mondiale des pillards capitalistes.

Chawki Salhi, Alger, le 11 janvier

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 85 (13/01/11).